



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Départementale de Seine-et-Marne

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2019/DRIEE/UD77/030 à l'encontre de la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC pour son entrepôt situé rue Saint-Exupéry à COMPANS (77290)

La Préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du mérite,

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement » ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret ministériel du Président de la République en date du 12 juillet 2017 portant nomination de Madame Béatrice ABOLLIVIER, Préfète de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 17/PCAD/207 en date du 27 juillet 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2017-DRIEE-IdF-254 du 29 juillet 2017 portant subdélégation de signature ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2IC 256 du 24 juillet 2003 autorisant la société SALAMANDRE à exploiter un entrepôt rue Saint-Exupéry sur le territoire de la commune de COMPANS ;

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie E-1/19 n° 0214 du 1^{er} février 2019 établi suite à la visite d'inspection du 4 décembre 2018 de l'établissement de la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC situé à l'adresse citée ci-dessus,

CONSIDÉRANT le courrier préfectoral du 28 juillet 2004 actant le changement d'exploitant au profit de la société CELOGIX IMMOBILIER ;

CONSIDÉRANT le courrier préfectoral du 29 janvier 2016 actant le changement d'exploitant au profit de la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC ;

CONSIDÉRANT le courrier préfectoral du 20 juillet 2011 ;

CONSIDÉRANT que la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC exploite un entrepôt relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 et 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le courrier de l'inspection des installations classées du 4 février 2019 transmettant à la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC copie de son rapport susvisé conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du

code de l'environnement et l'informant la société de la mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et de la possibilité de présenter ses observations dans un délai d'un mois ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse de la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC suite à la transmission du courrier du 4 février 2019 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 4 décembre 2018, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état écrit de l'ensemble des produits stockés au sein de son établissement, permettant notamment de justifier du respect des rubriques et volumes/quantités autorisés par l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2IC 256 du 24 juillet 2003 ;

CONSIDÉRANT que les fiches de données de sécurité des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'entrepôt n'ont pas pu être présentées à l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT l'absence au sein de l'établissement de consignes précisant les modalités d'application des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2IC 256 du 24 juillet 2003 ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de la visite d'inspection l'exploitant a reconnu ne pas avoir formalisé ces consignes pour ses locataires ;

CONSIDÉRANT que l'établissement ne dispose pas de consignes d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs communes aux deux sociétés locataires ;

CONSIDÉRANT que l'établissement ne dispose pas d'équipe d'intervention ;

CONSIDÉRANT que la chaufferie ne dispose ni de détecteur de gaz, ni de pressostat ;

CONSIDÉRANT que la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC ne respecte pas les dispositions des articles 1.4 « état des matières stockées » et 21 « consignes » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC ne respecte pas les dispositions des articles 3.V.7.2.1 « consignes générales d'intervention », 6.6 « alimentation en combustible » et 6.8 « détection de gaz-détection incendie » de l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003 ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitations imposées par les arrêtés susvisés ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île- de- France,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

La société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC dont le siège social est situé 134, boulevard Haussmann à PARIS (75008) est mise en demeure pour son établissement situé rue Saint-Exupéry à COMPANS (77290) de respecter les dispositions des articles suivants :

– dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

L'article 1.4 « état des matières stockées » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 *relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :*

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

– dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 21 « consignes » de l'annexe II de l'arrêt ministériel *relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :*

« Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;
- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. »

- l'article 3.V.7.2.1 « consignes générales d'intervention » de l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003 :

« Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. »

- l'article 6.6 « alimentation en combustible » de l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003 :

« [...] »

La coupure d'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission, du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.

[...] »

- l'article 6.8 « détection de gaz – détection incendie » de l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003 :

« Un dispositif de détection gaz, déclenchant selon une procédure établie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitée sans surveillance permanente ou bien implantée en sous-sol. [...] »

ARTICLE 2 – Sanctions

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC.

ARTICLE 4 – Information des tiers

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de Seine-et-Marne pendant une durée minimale d'un mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 5 – Délai et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le Tribunal administratif (Tribunal administratif de MELUN – 43, rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

ARTICLE 6 – Exécution

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de MEAUX,
- le Maire de COMPANS,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- le Chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 12 mars 2019

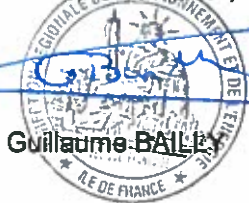
La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne

Signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



DESTINATAIRES :

- la société LOGICOR (SHINE) MITRY SNC,
- le Sous-Préfet de MEAUX,
- le Maire de COMPANS,
- le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT),
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- le Chef de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS.

